

Communication donnée lors de la conférence “Prendre soin des LGBTI+ - Évolutions et défis d’un champ d’action et de recherche” qui s’est déroulée les 18-19 janvier 2024

<https://www.conference-santelgbt.fr/>

Être des personnes concernées expertes en santé LGBTQIA+ en contexte d’éducation populaire : réflexion du groupe “Agir avec les personnes LGBTQIA+” du Planning familial sur la notion de légitimité

Introduction

Nous remercions les organisateurices de la conférence d’avoir retenu notre communication, qui se veut être la présentation d’une réflexion relative à la mobilisation du Planning familial pour la santé sexuelle et reproductive des personnes LGBTQIA+. Nous évoquerons pour commencer le constat à partir duquel nous avons réfléchi, notre méthodologie et le déroulé de notre réflexion.

- **Constat** : Le Planning familial se trouve à un moment de tension dû au passage d’un féminisme universaliste à un féminisme intersectionnel voté lors du dernier Congrès (novembre 2022) du mouvement. L’association se revendique de l’éducation populaire qui se veut émancipatrice et ancrée dans le réel des personnes, de toutes les personnes issues de la société civile. Au Planning familial, les connaissances et vécus des personnes sont pris en compte pour nourrir les réflexions, s’enrichir collectivement. Depuis quelques années, il émerge par ailleurs au sein du mouvement, la volonté de prendre en compte, souvent de faire primer, la parole des personnes concernées dans les plaidoyers qui les concernent. Jusqu’alors, le Planning familial n’a pas réfléchi ni débattu sur l’articulation entre éducation populaire et parole située et experte des personnes concernées.
Les décisions d’orientation sont prises lors des congrès du mouvement et sont mises en oeuvre par des groupes de travail qui élaborent une feuille de route. Certaines des feuilles de route au sein du mouvement émergent par et pour des personnes concernées sur une question/thématique de santé ; c’est le cas par exemple pour la santé sexuelle et reproductive des personnes LGBTQIA+ ou des personnes vivant avec l’endométriose.
Comment ces groupes trouvent leur légitimité malgré un positionnement, qui dans son historique a porté la parole de personnes concernées (via le public d’usager-es des Plannings pour faire du plaidoyer et faire avancer les droits de toutes), peut à présent être une parole portée par les personnes elles-mêmes ? Comment est-ce reçu dans le mouvement ? Qu’est-ce que cela change à l’approche d’éducation populaire dont le Planning se revendique depuis quasiment ses débuts (en 1967, soit 11 ans après sa création) ? La question de la légitimité apparaît comme centrale dans les réflexions et

activités du groupe de personnes de la feuille de route LGBTQIA+, pour lui-même et pour le Planning en général.

- **Méthodologie :**

Pour travailler sur ce questionnaire, nous avons utilisé plusieurs matériaux, dont une série d'entretiens et l'analyse de documents produits par le Planning familial. Dans le détail, nous nous sommes appuyés sur :

- 9 entretiens avec des anciennes et actuelles présidentes du mouvement, des coordinatrices et référentes de programmes et de feuilles de route thématiques, des militant.es impliqué.es sur quelques thématiques émergentes (et dans la plupart des cas perçues comme minoritaires, et donc minorisées) communautaires ou non, afin de mesurer pour plusieurs personnes du mouvement les changements qui ont pu advenir depuis la mise en place de groupe de travail successifs et relatifs à la santé des personnes LGBTQIA+.
- Des échanges internes, entre membres de la feuille de route LGBTQIA+ sur nos propres vécus, ressentis, analyses.
- Des textes produits par le Planning familial :
 - Les Plans Stratégiques successifs du Planning familial (2020-2022 ; 2023-2026)
 - Le rapport d'activité 2022 du mouvement
 - Le livret du programme Genre et Santé Sexuelle "Intersectionnalité. Etat des lieux et retour sur les réflexions et pratiques au sein du programme GSS
 - Communication "Loin des grandes villes, le Planning familial acteur de la santé des personnes LGBTQIA+" donnée par des membres de la feuille de route LGBTQIA+ lors du congrès de la Société française de santé publique d'octobre 2023
 - Article « LGBTQIA+ et Planning familial : la question des minorisé.e.s en raison de leur sexe ou de leur genre dans une association féministe pour le droit à la santé sexuelle », Santé Publique, Vol. 34, HS 2, 2022 par Lydie Porée, Élie Bouët, Charly Coutin, Élio Joséphine,
 - Rapport d'enquête auprès des Associations départementales du Planning familial "Effets et impacts de la polémique/médiatisation d'août 2022" par la sociologue Karine Espineira paru en décembre 2023
- un autre texte non interne au Planning familial : Les avis du CESE de 2019 : L'éducation populaire, une exigence du XXIe siècle

- **Déroulé de la réflexion :**

- Présentation du Planning familial
- Présentation des interlocuteurs Elie Bouet-Jacqueline et Mel Noat (afin de se positionner, dire d'où on parle, pourquoi nous sommes l'un et l'autre impliqués au Planning familial)
- Travail en feuilles de route nationales, présentation du fonctionnement.

- Un cas particulier ? Lancement et composition de la Feuille de route « Agir avec les personnes LGBTQIA+ »
- Que dit le Planning familial de la place des personnes concernées ? D'un féminisme universaliste → 2019 : universaliste à grille de lecture intersectionnelle → 2022 : féminisme intersectionnel
Éducation populaire / co-formation dans toutes les strates du mouvement.
- Et sur le terrain ? Freins, tensions, paradoxes et contradictions
- L'engagement des LGBTQIA+ au Planning : quels effets pour les personnes LGBTQIA+ ? Quels effets pour le Planning ?
- Conclusion

Présentation du Mouvement français pour le Planning familial

Le Planning familial (PF) est une association féministe et d'éducation populaire créée en 1956 afin de promouvoir l'accès aux Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive. Aujourd'hui le Planning a une implantation locale avec près 80 associations départementales (AD) sur tout le territoire français dont les DOM. Le PF a traversé le temps et les débats (contraceptions, avortement, éducation à la sexualité, IST/VIH...) agissant notamment dans l'espace de la cause des femmes et des minorités de genre, se concentrant via des groupes de travail au niveau de tout le territoire sur des publics et sujets dit "minoritaires" (personnes éloignées du droit, handicaps, personnes vieillissantes, précarité menstruelle, LGBTQIA+...).

Présentation d'Élie BOUET-JACQUELINE et Mel NOAT

Pour Élie, *“En 2015, être une personne transmasculine enceinte, c'était trop féministe pour les asso trans dont je passais la porte, et trop trans pour les asso féministes”*. Être trans - et non blanc pour Mel - et venir militer au Planning a servi à conforter l'émergence des questions de santé trans au niveau départemental, puis régional et national. Nous avons pu faire le lien entre nous. Comprendre le fonctionnement du mouvement et s'y investir au fil des années nous a permis de nous faire une place et une légitimité sur les questions de santé LGBTQIA+, avec nos expertises subjectives mais collectivisées, et de nous organiser en feuille de route, avec des moyens financiers et humains pour réaliser des actions qui répondent aux besoins, dans une association de poids et, surtout, une association féministe. Mel et Élie partagent ce vécu : *“Je suis féministe avant d'être trans”*. C'est le droit à l'autodétermination qui est la motivation principale, au sens de l'ensemble des luttes pour droits sexuels et reproductifs.

Au Planning, on trouve des expressions allant de la parole “des usagè·es” à celle “des personnes concernées” en passant par la parole du terrain, c'est-à-dire des personnes que les militant·es rencontrent sur le terrain de leurs actions. (On note que la notion de “patient·e·s expert·e·s” n'est pas investie.) En ce sens, de nombreuses AD prêtent leurs locaux à des

groupes communautaires qui s'auto-organisent. Mais, posé·e·s en porte-voix, les militant·e·s du Planning sont amené·e·s à parler sur des sujets ne les concernant pas mais relevant des activités de l'association à la place des personnes.

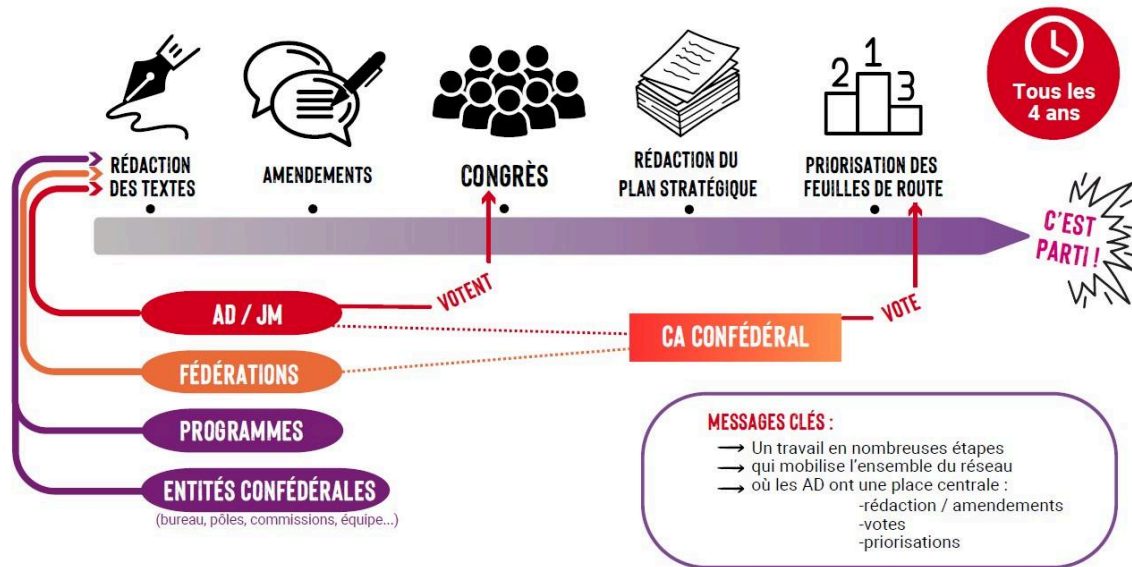
Nous ne remettons pas en question le travail fait dans ce sens : une personne, sans être concernée, peut tout de même se battre pour les droits d'autrui. C'est ce que nous pouvons appeler le partage de privilèges, militer pour, mais surtout avec, ceux qui sont concerné·es, pour amplifier leurs voix, rejoindre leurs rangs.

Toutefois, c'est en tant que personnes minorisées que nous sommes entrés au Planning familial, que nous avons trouvé une place. Nous avons été visibles comme personnes LGBTQIA+, les AD dans lesquelles nous avons commencé à militer on compris que de part notre expérience subjective, nous pouvions être une force pour les militant·es. Dans nos deux cas, nous avons été perçus comme étant des personnes concernées avec une expertise. Les militant·es que nous avons croisé·es souhaitaient être formé·es sur les thématiques de santé LGBTQIA+ (notamment sur les transidentités), aussi notre place de personnes concernées nous a permis de faire des formations à différentes échelles, sur différentes thématiques, jusqu'à nous investir au niveau confédéral pour porter ces thématiques ainsi que d'autres issues d'autres communautés minorisées, dont nous faisons partie ou non (les personnes handicapées, les personnes éloignées du droit, les personnes racisées, les travailleuses du sexe...).

Feuille de route

Au Planning familial, une feuille de route est un groupe de travail, au niveau national, sur une thématique votée lors du congrès, comme action à entreprendre, thème à aborder pour le mouvement. Les feuilles de route émanent du Plan Stratégique, qui formalise les nouvelles orientations du mouvement. La coordination des feuilles de route se fait par des élu·es des deux pôles Vie Associative et Réseau et Genre Droits et Sexualités.

DÉFINITION DE NOS ORIENTATIONS POLITIQUES



Avant le fonctionnement en feuilles de route, il existait déjà un plaidoyer et des actions sur les questions de santé et droits LGBTQIA+, basés sur des principes d'égalité.

De 2012 à 2016, la commission "Sortir de l'hétéronormativité" a été active au Planning. Sa fondatrice avait d'abord adhéré à l'association par solidarité avec les femmes cis hétérosexuelles, et a pris plusieurs années pour trouver aussi du sens à investir le Planning en tant que militante LGBTQIA+. Son choix d'angle, la lutte contre l'hétéronormativité, a permis que tou·te·s les militantes et les publics soient concerné·e·s. Une personne relate que *"cette commission a organisé des formations et ce sont ses membres qui ont amené quelque chose qui se formalisait sur les questions LGBTQI. Jusqu'alors il y avait des discours sur. (...) Il y avait de l'auto-organisation des personnes concernées, qui avaient des choses à dire et qui voulaient les partager. Pas mal d'AD avaient suivi leur formation. Cela correspondait pour la 1e fois à une formalisation de personnes qui voulaient vraiment que ces questions là avancent et qui ont été soutenues et reprises dans le mouvement. Ce n'était pas quelque chose ni de marginal, ni de déclaratif sans rien faire ensuite pour que cela avance"*.

Qu'il s'agisse de feuilles de route ou d'anciennes commissions, ce sont des groupes de travail qui émanent des textes votés en congrès et qui reflètent les positionnements politiques de l'association, déclinés en chantiers concrets sur lesquels les militant·e·s souhaitent que le mouvement travaille.

Lancement et composition de la feuille de route "Agir avec les personnes LGBTQIA+"

→ Le congrès de 2016 permet de mettre en place la fdr “Santé des personnes LGBTQ”, émerge alors la prise en compte de la “santé trans” dans le plan stratégique du PF.

→ Le congrès de 2019 abouti quant à lui à la fdr “Agir avec les personnes LGBTQI+”.

Le Planning s’affirme comme “allié”. Mais ce sont bien les personnes LGBTQIA+ qui agissent d’elles-mêmes en interne du mouvement, et une quasi exclusivité de personnes trans : état des lieux des besoins, formation interne sur l’accueil respectueux des personnes trans, (un nouvel état des lieux en 2021 montre que la majorité des AD sont désormais formées), guide interne sur la communication inclusive des personnes trans, affiches pour les salles d’attente...

Les relations inter-associatives, notamment suite à la polémisation des affiches sur l’accueil des personnes trans au Planning, ont donné lieu à de nombreuses réflexions, avec un article dans la revue de la Société française de santé publique sur l’implication des sujets LGBTQIA+ dans le Planning familial, et un rapport d’enquête de Karine Espineira sur l’impact des affiches.

→ Le congrès de 2022 poursuit sur “Accompagner et agir avec les personnes LGBTQI+” en ajoutant l’inclusion des personnes trans et intersexes dans l’ensemble des communications du Planning. Des personnes trans, dont des co-auteurices de cette revendication, ont rejoint le bureau confédéral, qui pilote les communications en lien avec l’équipe salariée de la confédération. Pour autant, cette inclusion n’est pas encore “systématique” comme le proposait le texte voté massivement par le mouvement.

Parfois, cette orientation semble simplement oubliée, par habitude d’un discours ciscentré axé sur une égalité homme/femme (cis). Une forme de correction peut alors être appliquée par simple ajout (mention de “personnes LGBTQIA+”, “personnes minorisées” ou autre variante) au discours, qui reste par ailleurs cis-centré. Dans ces cas-là, les personnes concernées peuvent avoir des difficultés à évaluer jusqu’où elles peuvent modifier le corps du texte : est-ce qu’une mention suffit ? Est-ce qu’elle doit accompagner chaque mention de “femme” ? Est-ce que faire davantage serait une forme d’ingérence dans les dossiers dont sont référent-es d’autres membres du bureau confédéral ? Ces décisions sont souvent tranchées sans échange satisfaisant.

Le contexte où le temps et l’énergie des membres du bureau semblent déjà des ressources très limitées, absorbées notamment par la charge globale du bureau confédéral, peut être évoqué pour expliquer cette situation. Par ailleurs, cette orientation ne fait pas toujours, selon les co-auteurices des communications, thèmes et/ou publics ciblés, consensus. Doit-on modifier un texte pour une minorité de personnes ? Le public est-il capable de comprendre de quoi nous parlons ? Le mouvement a-t-il seulement compris son vote ? Et si on voulait parler seulement de “femme”, devrait-on subir l’étiquette “transphobe” pour autant ? Le Planning ne devrait-il pas se contenter de relayer ce qui sort du cadre cisgenre et dyadique, plutôt que de l’inclure dans ses propres discours ? Au fond, par qui, pour qui est notre association ? A-t-on toujours, luttera-t-on toujours fondamentalement pour le droit à la contraception et l’avortement ? Ce sont des sujets qui ont pu être abordés, plutôt sous la forme d’affirmations individuelles que de questions collectives, ce qui en fait une potentielle source de tension.

Aujourd'hui dans le groupe qui anime la feuille de route, la prise en charge des questions de santé des lesbiennes commence à s'organiser, et d'autres sujets émergent, portés toujours par les militant·e·s de plus en plus nombreuses qui la composent. D'après une personne interviewée *“Les feuilles de route sont une bonne solution pour prendre en compte l'expertise des personnes concernées... On peut être intéressé par le combat, mais quand ça nous touche personnellement, que c'est en train de transformer ta vie, quand tu es concerné tu es plus motivé pour agir et donc t'investir sur les temps longs du Planning familial... Les personnes non concernées peuvent être expertes, mais elles ne peuvent pas être expertes sans les personnes concernées”*.

Ce que le Planning dit de la place des personnes concernées

Le Planning avait une grille de lecture universaliste depuis sa création, et officiellement féministe depuis 1983. Son discours public était de partir de la parole des personnes reçues, sans “je” ou “nous”. Les militantes pensaient agir au nom de l'ensemble des femmes. A ce sujet, une des personnes a dit en entretien : *“Comme on se considère toutes comme des femmes, on est forcément les femmes, dans leur ensemble. Donc celles qui ne pensent pas comme nous, qui ne vivent pas la même chose, qui n'ont pas les mêmes moyens, qui n'ont pas la même histoire, finalement on a souvent le sentiment de les représenter, donc universalisme. C'est un défaut du Planning familial de penser représenter l'ensemble des femmes car on était des femmes”*.

En 2019, il a été voté en congrès que le PF se revendiquait d'un féminisme universaliste avec une grille de lecture intersectionnelle, jusqu'à se positionner comme étant uniquement féministe intersectionnel au congrès de 2022. Même si cette annonce a été largement utilisée contre l'association, et certain·e·s membres l'ont quitté pour ce motif, d'autres militant·es sentent que le mouvement est simplement en changement, du fait des personnes qui le composent et de la manière dont elles militent. Une personne interviewée nous a dit *“[...] je pense que le PF ne se serait pas autant ‘jeté’ sur l'intersectionnalité sans les personnes concernées et serait resté uniquement dans l'approche ‘on accueille tout le monde sans distinction’*”.

Une autre ajoute que *“(l')On n'est pas une association de personnes concernées et identifiée comme telle ; cela n'empêche pas que les personnes peuvent s'organiser à l'intérieur pour que cela avance et puis poser les questions. L'intérêt que le Planning peut offrir c'est d'être un peu intersectionnel. (...) Cela a bougé dans le Planning à partir du moment où les gens concernés se sont bougés”*.

Le Planning se revendique depuis 1967 de l'éducation populaire, c'est-à-dire qu'il vise à s'appuyer sur les savoirs et le vécu des personnes. *“Donner la parole aux personnes concernées fait partie du combat politique du Planning familial, ne pas considérer les personnes concernées comme des ‘victimes’ qui ne peuvent pas s'exprimer”*. Une autre personne du mouvement ajoute que : *“L'éducation populaire ne peut pas se faire sans écouter les personnes*

concernées, la feuille de route (Agir avec les personnes LGBTQIA+) sont des personnes concernées”.

Sur la notion de “personnes concernées” il semble qu’un consensus ne soit toujours pas trouvé, même si la notion telle qu’elle, n’est pas employée dans le mouvement. Certaines personnes pensent que *“Une personne concernée est une personne experte de sa vie. Une personne concernée n’arrive pas forcément à s’exprimer sur la thématique, donc il faut accompagner”.* Tandis qu’une autre dit *“ On s’est toujours dit qu’on était porte-parole, mais on n’est pas porte-parole de grand chose ; témoin oui. On témoigne de ce qu’on voit, de ce qu’on entend mais on n’ouvre pas la parole directement. Il y a très peu de productions du Planning avec la parole des personnes concernées. C’est un point nettement de déficit du mouvement”.*

Sur le terrain

Avec la feuille de route Agir avec les personnes LGBTQIA+, c’est pourtant la première fois, à notre connaissance, que des personnes concernées partent de leurs savoirs expérientiels pour donner des formations au sein du mouvement du Planning familial.

Des points de vue très divers se sont exprimés dans les entretiens sur la place des personnes concernées. Certain·es parlent actuellement d’un moment de friction. Beaucoup soulèvent une question générationnelle : si la communication inclusive des personnes trans n’est pas utilisée, c’est peut-être avant tout la force de l’habitude. L’intersectionnalité deviendrait, petit à petit, une culture politique commune au sein du mouvement. Il existe en tout cas des refus rendus plus nets aujourd’hui, par exemple, de parler de plus que des femmes (cis, mais non spécifié) quand on aborde l’IVG. On entend parfois qu’il y aurait des sujets dit “fondamentaux” au Planning et des sujets “annexes”, alors même que la catégorisation de ces sujets a pu basculer au fil de l’histoire. Cela nous conforte sur le fait que parfois, personnes concernées ou non, certains sujets liés à la santé sexuelle et reproductive sont portés par des personnes, et lorsque ces personnes ne font plus partie du mouvement, ces sujets peuvent disparaître ou être portés moins fort. Cela a pu être le cas par exemple des questions de lutte contre le VIH, mais à présent, elles s’inscrivent dans un périmètre de lutte contre les IST/VIH, et font partie de l’ADN du Planning familial. Il aura certes fallu que certain·es militant·es portent ce sujet, longtemps, avant que les associations du Planning s’en emparent réellement.

S’organiser en collectif, faire de la veille d’informations scientifiques, comme le fait la feuille de route, permet de donner du poids à l’expertise des personnes concernées au Planning familial.

Au niveau du plaidoyer porté nationalement, une personne rencontrée a dit en entretien *“j’ai pas la sensation que ce sont les personnes concernées qui portent leur propre plaidoyer”* et donne des exemples concrets : *“le plaidoyer handi/antivalidisme n’est pas porté par des personnes concernées, sauf si toustes ont des handicaps invisibles. Pareil pour contraception thermique”* (à l’impression que ce sont surtout des femmes cis) et ajoute *“A part la feuille de route LGBTQIA+ je n’ai pas l’impression qu’il y a beaucoup de personnes concernées qui font du plaidoyer”.*

Afin de faire culture commune, le mouvement s'appuie sur l'expertise de terrain issue des métiers du Planning en lien avec du public (écoutant.es, conseiller.es conjugales et familiales, animateur.es de prévention). Les textes des Plans Stratégiques (orientations politiques) et les formations sur tout le territoire sont un levier pour faire réellement mouvement. C'est même une force du Planning familial : peu importe où est-ce que l'on pousse la porte d'un Planning, les personnes sont censées avoir la même approche, les mêmes connaissances socles. La formation et co-formation semblent être des atouts du mouvement, et ce sont ses militant.es qui en parlent le mieux : *“La co-animation lors de formation peut être intéressante (ex: de sa co-animation avec une personne trans concernée et investie dans le feuille de route sur “l'accueil des personnes trans”) mais cela dépend de la posture de la personne non-concernée en co-animation, privilégier la posture d'allié.e (ex: ne pas prendre de place sur les questions spécifique mais plutôt sur le volet éducation populaire / animations qui ne doit pas parler à la place de...)”*.

L'idée serait de créer une expertise collective pour le mouvement, et une personne le relate dans ces termes : *“Si on vient au Planning familial on a en partie conscience de certaines choses, puis quand on intègre les groupes de travail confédéraux, les groupes de paroles, les feuilles de route... On va avoir à confronter sa vision à la vision de d'autres personnes et voir sa vision s'ajuster. Voir les différences de vécus et de points de vue est ce qui crée une expertise de groupe, une expertise collective”*.

L'engagement des LGBTQIA+ au Planning familial : effets de l'investissement

“Mon Corps Mon Choix” peut parler bien au-delà du contrôle des naissances, à toutes les personnes marginalisées par leur orientation sexuelle ou identité de genre. La place des thématiques LGBTQIA+ s'est faite en parallèle d'une demande de plus en plus grande de la part des usager.es sur les thématiques de santé qui les concernent, car le Planning familial est identifié comme un espace possible, même imparfait, pour accéder à la santé. Les militant.e.s LGBTQIA+ arrivé.e.s au PF à partir de 2017 ont souvent ainsi enfilé une double casquette ; celle d'usager.e et celle de co-formateurice. Dans certaines zones, surtout rurales, où il y a un Planning mais pas d'association communautaire, c'est le Planning qui a pu assurer le rôle d'espace militant LGBTQIA+, qui peut ensuite se détacher ou s'inclure. L'investissement des personnes LGBTQIA+ au Planning familial a des effets sur les personnes LGBTQIA+, en développant l'offre de santé et en participant - volontairement ou non - aux débats de société.

L'investissement des personnes LGBTQIA+ au Planning familial a un effet sur le Planning familial lui-même : à présent, d'après un état des lieux réalisé en 2021, la grande majorité des AD portent des actions LGBTQIA+. Ce peut être des séances d'éducation à la sexualité dédiées, des groupes de parole, de l'aide médicale dans les Centres de Santé Sexuelle, en

passant par le repérage des violences au sein des couples non-cis-hétéro... Des projets créés par les militant.es LGBTQIA+ du Planning familial tout d'abord deviennent des savoirs situés, puis légitimés au niveau national. Certains programmes nationaux comme Genre et Santé Sexuelle sont, pour les personnes qui les coordonnent, impossible à penser sans militant.e.s concerné.e.s dont ceux de la Feuille de route LGBTQIA+, qui permettent de faire évoluer les pratiques d'une association de bientôt 70 ans et de faire en sorte qu'elle réponde toujours au mieux aux besoins en santé sexuelle des personnes.

Conclusion

À ce jour, le Planning familial peut encore avoir l'image d'une association féministe dite "généraliste", composée par essence de femmes cisgenres hétérosexuelles, une image qui n'était sans doute déjà pas très vraie à la création de l'association, et qui le paraît encore moins aujourd'hui.

Les revendications féministes et d'éducation populaire de l'association, son focus sur les droits en santé sexuelle et reproductive, son maillage du territoire et sa stabilité dans le temps attirent des personnes minorisées qui souhaitent s'y investir, pour améliorer la santé de leur communauté, et contribuer au projet féministe porté par le PF.

En interne du Planning, après avoir apporté un travail concret et durable sur ces thématiques, une légitimité est reconnue aux militant.es LGBTQIA+. Toutefois, nous nous sentons cantonné.e.s à ces sujets ; on nous laisse peu d'accès aux plaidoyers dit fondamentaux du Planning comme le droit à l'avortement, la contraception, l'éducation à la sexualité et ce, malgré nos expertises et convictions féministes. Il s'agit là d'un revers de médaille de la posture adoptée sur la reconnaissance de la parole des personnes concernées.

En dehors du mouvement, notamment pour les associations communautaires, la légitimité du Planning familial sur la santé LGBTQIA+ est régulièrement remise en question, quand bien même ce sont des personnes concernées et organisées collectivement qui portent ces sujets. Cependant, nous ne cessons pas de travailler avec les associations communautaires.

Notre feuille de route est souvent rejointe par de nouvelles forces vives et notre travail est salué. Mais sa légitimité n'est pas totalement assise, surtout lorsqu'il s'agit d'actions jugées "clivantes", qui entraînent des risques de nouvelles polémiques, qui pourraient ne pas plaire aux institutions, dans un contexte d'attaques des droits. Des peurs peuvent inciter à freiner le mouvement. Pourtant, l'ensemble des militant.es fait plutôt preuve de détermination. C'est ce que relate le rapport d'enquête auprès des AD du PF réalisé par Karine Espineira pour le Planning en 2023, [Effets et Impacts de la Polémique/Médiatisation d'Août 2022](#) : "Très majoritairement, les affiches sont appréciées. [...] Les AD, loin d'être découragées et pessimistes, voient au contraire des opportunités pour rebondir sur de nouvelles actions et de nouveaux échanges."

Peut-être ces questions de légitimité se jouent-elles plus largement qu'au Planning familial dans ce moment de transition entre deux courants féministes que tout semble opposer. Peut-être verrons-nous naître de nouveaux groupes minoritaires et critiques au Planning, de personnes

ayant vécu des avortements, de personnes contraceptées, ou de militant·e·s ayant subi des discriminations au sein même du Planning familial ou dans les milieux féministes ?

La société change, le Planning familial aussi. Nous avons le souhait que toutes les militant·es arrivent à y trouver leur place pour agir, que ce soit par le biais d'une feuille de route ou non. Nous portons l'objectif d'inclure des sujets pensés comme minoritaires dans tous les plaidoyers, dans toutes les thématiques portées - même historiquement - par le Planning familial, et qu'il soit un lieu ressource en santé et vie affective, relationnelle et sexuelle pour toutes, ainsi qu'un lieu où chaque féministe sera accueillie, intégré·e dans une approche intersectionnelle et d'éducation populaire.